



Déclaration liminaire.

**FINANCES
PUBLIQUES**

**Rompre avec les politiques d'austérité en France et en Europe ;
seule condition pour sortir de la crise et du chômage de masse.**

Ce n'est pas en poursuivant voir en aggravant les politiques de rigueur et d'austérité que le gouvernement de F Hollande fera reculer le chômage et donnera au pays la croissance économique nécessaire. Partout en Europe ou ces politiques de rigueur et de reculs sociaux sont appliquées, les déficits publics se creusent tandis que le chômage et la précarité explosent. La dernière mesure visant à faire les poches des Chypriotes en ponctionnant les économies placées sur les comptes bancaires montre que la panoplie des mesures scélérates n'est pas épuisée.

Profitant de la peur du chômage qui touche plus de 5 millions de personnes, le MEDEF avec l'appui du gouvernement et l'aval de certains syndicats tente de remettre en cause des pans entiers du code du Travail avec l'accord du 11 janvier sur la flexibilité. Accord qui s'il était repris dans la loi aura également de graves répercussions dans la fonction publique.

En France, après les coupes sombres sans précédent dans les dépenses publiques, ce sont de nouveaux 5 milliards d'euros supplémentaires que le 1^{er} ministre impose aux administrations. Effort exigé pour financer le nouveau cadeau fiscal de 20 milliards aux entreprises à travers le crédit d'impôt compétitivité.

Pour la fonction publique, hormis la fin du jour de carence mise en application seulement en 2014, ainsi que la généralisation du 8eme échelon pour les Cadres C, le bilan social s'avère catastrophique. Poursuite du gel du point d'indice, réductions d'effectifs et des budgets de fonctionnements se poursuivent. Pour la 1ere fois dans notre administration les CAP de listes d'aptitudes sont reportées avec des plans de qualifications revus à la baisse. Le nombre de places aux concours diminués de plus de la moitié. Des collègues qui ont des notes de 15 sur 20 ne sont même pas admissibles ; c'est scandaleux !!

Et que dire des budgets locaux. Pour notre département, une DGF 2013 en forte baisse ; tout y passe; frais de stage, affranchissement, imprimés, budget nettoyage des locaux divisé par 2, économie sur le téléphone avec les fameux portables. Toutes ces décisions ont un impact concret sur les conditions de vie au travail des agents mais aussi hors du travail.

A la DGFIP, l'administration ne recule devant rien puisque dans sa démarche dite stratégique elle « invite chaque agent à réfléchir aux réformes à faire » pour coller aux contraintes budgétaires ; tactique pouvant permettre de contourner les syndicats et d'imposer de nouveaux reculs. Pour la CGT, une démarche stratégique passe par une rupture totale avec la RGPP, en rejetant toute régression aussi bien pour les droits sociaux des agents que des moyens pour assurer et développer nos missions de services publiques.

Plus d'un an après son vote nous attendons toujours à la DGFIP l'application de la loi contre la précarité.

Nous sommes à quelques semaines d'une nouvelle campagne d'impôt sur le revenu. Malgré la situation catastrophique des effectifs en Haute corse, la direction n'a pas l'air de s'inquiéter. Pourtant les témoignages d'élus et d'usagers se plaignant de nos services se multiplient. L'occupation de la trésorerie de Porto Vecchio par les élus suite au retards dans les paiements ou le courrier du député maire de Biguglia dénonçant le manque de fiabilités des bases de fiscalité locale, ne sont que quelques exemples parmi bien d'autres.

La CGT, ses militants, ne laisseront pas nos missions de service public dépérir ni les personnels de la DGFIP subir ces mauvais coups, sans réagir.